

SPECIFICATIONS TECHNIQUES – TERMES DE REFERENCE.

Agence Française de Développement

5 Rue Roland BARTHES
75012 PARIS

OBJET : EVALUATION DU FONDS DE SOUTIEN AUX ORGANISATIONS FEMINISTES (FSOF)

Table des matières

I -	Les commanditaires : l'AFD et le MEAE	2
II -	Contexte et origine de la demande	3
III.	Objectifs et contenu de la prestation	7
III -	Prestation attendue	9
IV -	Gouvernance de l'évaluation et validation des livrables	13
V -	Moyens mis à disposition de la prestation	14
VI -	Planning prévisionnel de la prestation	14

I - Les commanditaires : l'AFD et le MEAE

1. L'Agence française de développement

Etablissement public au cœur du dispositif français de coopération au développement, l'Agence française de développement (AFD) agit depuis plus de quatre-vingt ans pour **lutter contre la pauvreté** et **favoriser le développement** dans les **pays du Sud**. Elle soutient également le dynamisme économique et social des **Outre-mer français**.

Au moyen de **subventions**, de **prêts**, de **fonds de garantie** ou de **contrats de désendettement et de développement**, elle finance des projets, des programmes et des études et accompagne ses partenaires du Sud dans le **renforcement de leurs capacités**.

L'AFD finance et accompagne des projets et programmes de développement qui soutiennent une croissance économique plus durable et partagée, améliorent les conditions de vie des plus pauvres, luttent contre les inégalités, notamment de genre, contribuent à la préservation de la planète et aident à stabiliser les pays fragiles ou en sortie de crise.

Ses équipes, basées à Paris, Marseille et dans son réseau de **dix-sept directions régionales, quatre-vingt-cinq agences** et représentations dans le monde et dans les **Outre-mer français**, lui permettent d'offrir à ses partenaires des financements, des instruments d'analyse et de couverture du risque et une ingénierie de formation et de renforcement des capacités. Sa filiale **Proparco** soutient les investissements privés.

L'AFD collabore également avec les réseaux académiques français et internationaux pour alimenter les débats et réflexions prospectives sur le développement.

Elle assure la gestion du **Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM)**, qui cofinance des projets conciliant environnement et développement.

Le groupe AFD s'affirme comme un groupe féministe, positionnement fort de sa stratégie 2025-2030, qui fait de la promotion de l'égalité de genre avec une approche féministe transformatrice l'un des objectifs de la priorité Lien social. Le groupe AFD affirme, dans sa feuille de route Lien social 2025-2030, une double ambition en termes d'égalité de genre et de promotion des droits des femmes et des filles : l'intégration transversale du genre dans tous les secteurs d'intervention et un engagement renforcé en faveur de l'émancipation des femmes à travers l'accompagnement de projets dont l'objectif principal est la réduction des inégalités de genre.

L'ensemble des informations relatives à l'AFD, et notamment sa Charte d'Ethique que le prestataire est fortement invité à consulter, est accessible sur le lien suivant : www.afd.fr.

2. Le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) est l'administration française chargée de mettre en œuvre la politique extérieure de la France.

En matière de coopération pour le développement, la France décline son action dans les champs bilatéral et multilatéral selon les dix grandes priorités définies par le Conseil présidentiel pour les partenariats internationaux d'avril 2025, dont la promotion des droits des femmes et de l'égalité de genre, notamment en soutenant les organisations féministes et les institutions de promotion des droits des femmes.

Le Président de la République a fait de l'égalité entre les femmes et les hommes une grande cause nationale. En mars 2025, la **Stratégie internationale de la France pour une diplomatie féministe (2025-2030)** a été adoptée. A travers cette Stratégie, **la France place les droits des femmes et des filles et l'égalité de genre au cœur de sa politique étrangère**. Elle s'articule autour de cinq piliers : (i) défendre les droits et libertés des femmes et des filles, (ii) favoriser la participation et la représentation des

femmes dans les processus de décision, (iii) lutter contre les inégalités fondées sur le genre, (iv) combattre les violences fondées sur le genre et (v) mobiliser des financements pour faire avancer l'égalité de genre. Un cadre de redevabilité est en cours d'élaboration et sera adossé à la Stratégie dans les prochains mois.

L'ensemble de ces informations sont disponibles via le lien suivant : [Stratégie internationale de la France pour une diplomatie féministe \(2025-2030\) - Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères](#)

II - Contexte et origine de la demande

1. Le Fonds de soutien aux organisations féministes

Annoncé en 2019 à l'occasion de la présidence française du G7 par le président de la République française, pour une première phase de trois ans devant mobiliser 120M€, le **Fonds de soutien aux organisations féministes (FSOF) a été renouvelé en 2023 pour une durée de cinq ans**. Le FSOF vise à soutenir les organisations féministes de la société civile des pays partenaires de la politique de développement et de solidarité internationale de la France. **Piloté par le MEAE et l'AFD**, la mise en œuvre de ce Fonds illustre la priorité donnée au soutien politique et financier aux organisations, mouvements et activistes féministes, dans le cadre de la Stratégie de la diplomatie féministe de la France.

Entre 2020 et 2023, 194 millions d'euros de subventions ont été approuvées dans le cadre du FSOF (projets dédiés et labellisés) en faveur de plus de 1 400 organisations féministes de la société civile (OSC gestionnaires et bénéficiaires) dans 75 pays partenaires.

Le FSOF s'adresse aux organisations féministes de la société civile dans toute leur diversité, constituées ou non de façon formelle, qui ont pour objectif d'agir en faveur de l'égalité de genre et de transformer durablement les rapports sociaux fondés sur le genre, et particulièrement celles dont la mission principale est la **défense et la promotion des droits effectifs et l'émancipation des femmes et des filles**. Le Fonds accorde une attention particulière aux pays les moins avancés¹ (PMA) et vulnérables.

Le Fonds propose ainsi trois canaux de financements :

- **Des projets et appels à projets de l'AFD** destinés aux organisations féministes de la société civile des pays partenaires de la politique d'investissement solidaire et durable de la France, notamment à travers des fonds intermédiés², avec un engagement de 30 millions d'euros par an ;
- Le **dispositif Initiatives organisations de la société civile (OSC) de l'AFD** destiné aux organisations de la société civile française et à ses partenaires de la société civile des pays partenaires, avec un engagement de 5 millions d'euros par an ;
- Les **mécanismes de financement du ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères** pour les organisations féministes de la société civile, notamment à travers les Fonds Equipe France (FEF) et la labellisation de projets du Centre de crise et de soutien (CDCS), qui ont représenté jusqu'à 15 millions d'euros par an.

Le FSOF porte sur **sept thématiques prioritaires** :

- Droits et santé sexuels et reproductifs, éducation complète à la sexualité
- Lutte contre les discriminations et les violences sexistes et sexuelles, dont la lutte contre les pratiques néfastes

¹ La cible originelle des 65% AFR qui a été supprimée en 2023

² FSOF, AFD : <https://www.afd.fr/fr/fonds-de-soutien-aux-organisations-feministes>

- Autonomisation des femmes et participation à la vie économique
- Leadership social et politique des femmes
- Accès des filles à l'éducation aux niveaux primaire, secondaire et supérieur
- Agenda « Femmes, paix et sécurité » et rôle des femmes dans les crises
- Genre et climat

En termes de gouvernance, le comité de pilotage (COFIL), est l'instance de gouvernance stratégique et décisionnelle du Fonds de soutien aux organisations féministes. Le COFIL du FSOF est chargé de définir et valider les grandes orientations stratégiques du FSOF. Il se réunit deux fois par an et est composé de représentant.es du MEAE, de l'AFD et de deux personnalités qualifiées de la société civile. Avant chaque réunion du COFIL, la société civile féministe partenaire du FSOF est également consultée lors d'une réunion de concertation.

2. Le cadre stratégique du FSOF

a. Le processus de co-construction du cadre stratégique

Après le lancement du Fonds, le MEAE, l'AFD et les organisations de la société civile ont identifié le besoin d'établir collectivement le cadrage stratégique et de redevabilité du Fonds. Ce travail autour du cadrage stratégique avait pour but de proposer une vision ambitieuse pour la mise en œuvre du FSOF, selon une architecture innovante reposant sur trois canaux. Il établit les conditions d'une mise en œuvre, en partenariat étroit avec la société civile. Ce cadre a été réalisé en collaboration avec la société civile, facilitée par une consultante externe, autour de quatre sessions de travail virtuelles avec un comité restreint d'organisations féministes (5 organisations de la [Commission genre de Coordination Sud](#), et 5 organisations de [la Plateforme Genre et Développement](#)) et la participation de 6 représentants et représentantes du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et de l'Agence française de développement. En dehors des ateliers de concertation, les deux groupes issus de la société civile ont relayé les travaux plus largement au sein de leurs réseaux.

Ce processus a été complété par une large consultation d'organisations, réseaux et fonds féministes des pays partenaires de la politique de développement et de solidarité française. Elle avait pour objectif de confirmer la pertinence de ce cadre stratégique et de recueillir les points d'attention majeurs des acteurs de terrain. Ces retours ont été partagés lors d'une réunion de concertation élargie le 31 mars 2021.

Ce cadre stratégique a été validé par le comité de pilotage du FSOF d'avril 2021. Les équipes du MEAE et de l'AFD en charge du FSOF ont ensuite travaillé conjointement de mai à septembre sur les propositions d'indicateurs qui avaient été faites afin de les sélectionner puis de les soumettre à la société civile en septembre (cercle restreint) et octobre (cercle élargi). Le cadre stratégique complet, assorti d'indicateurs, a été validé par le comité de pilotage du FSOF en novembre 2021.

Pour plus d'informations : [Fonds de soutien aux organisations féministes | AFD - Agence Française de Développement](#)

b. Le contenu du cadre stratégique et ses indicateurs

L'ensemble de la démarche a permis de produire :

- Une vision partagée des principes guidant la mise en œuvre du Fonds, de son ambition et de ses objectifs, assise sur une compréhension commune des principaux termes utilisés et des enjeux de chaque partie prenante aux travaux ;

- Une explicitation des changements attendus, incluant la manière dont cette vision devrait s'incarner dans les modalités de gouvernance et de mise en œuvre du Fonds à travers ses trois canaux de financement ;
- La formulation des résultats recherchés et les activités à y associer ;
- Des indicateurs pertinents pour suivre/mesurer la mise en œuvre du Fonds et ses effets.

Le détail du cadre stratégique et ses indicateurs est disponible sur le lien suivant : <https://www.afd.fr/sites/default/files/2025-06/fonds-soutien-organisations-feministes-fsof-cadre-strategique-redevabilite.pdf>

Il constitue l'un des documents de référence pour la prestation. En synthèse, les trois domaines de changements définis dans son cadre stratégique sont définis de la manière suivante :

- Les organisations ciblées, traditionnellement éloignées des financements, sont soutenues et renforcées durablement par le FSOF dans leurs activités et leurs capacités techniques, administratives et financières grâce à une approche inclusive, agile et adaptée à leurs besoins. Le FSOF soutient les organisations féministes de la société civile, dans toute leur diversité, avec une attention particulière pour les mouvements de jeunes féministes, en reconnaissant leur rôle d'actrices des transformations sociales, économiques et politiques. (Changement 1)
- La mise en œuvre du FSOF repose sur un dialogue de confiance et une gouvernance inclusive, garantissant la pleine participation des organisations de la société civile, y compris celles issues des pays de la politique de développement et de solidarité internationale de la France. Les actions du FSOF et le partage de leurs enseignements alimentent la connaissance des approches féministes par les institutions et en facilitent l'appropriation au niveau opérationnel et stratégique (canaux financiers, outils, pratiques). Le soutien financier et technique apporté dans le cadre du FSOF aux dites organisations est envisagé comme un outil essentiel de la capacité de la France à porter une diplomatie féministe ambitieuse. A l'issue de cette première phase et tout au long de sa mise en œuvre, la pérennisation des mécanismes de financements est envisagée. (Changement 2)
- Le FSOF appuie les collaborations, échanges, liens, synergies au niveau local, régional, national et transnational entre les organisations féministes de la société civile et de défense des droits des femmes. Elles permettent de porter les luttes féministes et d'amplifier leurs voix. (Changement 3)

3. L'évaluation à mi-parcours (2020 – 2022)

a. Les objectifs de l'évaluation à mi-parcours

Une évaluation à mi-parcours (2020 – 2022) du FSOF a été réalisée par Prospective Coopération³. L'objectif stratégique de cette évaluation était de mener une réflexion approfondie sur le FSOF en tant qu'instrument de financement au service de la diplomatie féministe, en évaluant la pertinence, la cohérence et les effets de son montage, ses objectifs, son ciblage, son pilotage. L'enjeu à court terme était de contribuer à la décision relative au renouvellement ou non de l'outil. Aussi, cette évaluation ne visait pas spécifiquement à analyser les effets et résultats de la mise en œuvre des projets financés par le FSOF. La plupart d'entre eux, validés en 2021, démarraient à peine, tandis que ceux retenus en 2020 n'avaient, pour la plupart, qu'une année de mise en œuvre.

b. Les conclusions de l'évaluation à mi-parcours

³ Accessible en ligne : <https://www.afd.fr/sites/default/files/2025-06/fsof-evaluation-mi-parcours-decembre-2022.pdf>

L'évaluation à mi-parcours a souligné la pertinence du FSOF et sa capacité à atteindre les organisations de la société civile féministe. Néanmoins, plusieurs recommandations ont été formulées, appelant l'AFD et le MEAE à rendre les procédures d'octroi de subvention plus flexibles et adaptées aux besoins de terrain, et faire évoluer certaines modalités de pilotage du FSOF :

- L'augmentation significative des moyens humains pour assurer la coordination et l'animation globale du FSOF ;
- La création d'une communauté de changement FSOF, associant MEAE, AFD, société civile féministe ;
- La concrétisation des annonces sur les adaptations des modalités de financement (alignement sur les règles du dispositif i-OSC, facilités dans l'application du filtrage) et la poursuite des innovations visant à apporter de la flexibilité au sein des fonds intermédiés (canal 1) ;
- La promotion de dynamiques d'apprentissage sur des enjeux transversaux, au premier rang desquels la question de l'approche féministe dans les partenariats entre OSC françaises et OSC de pays partenaires et dans la gestion de fonds intermédiés ;
- L'ajustement des modalités de pilotage et de gouvernance du FSOF (ouverture de sièges du comité de pilotage à des représentants de la société civile partenaire).

Le rapport de l'évaluation à mi-parcours du FSOF constituera l'un des documents de référence de la présente évaluation qui se veut complémentaire. Si l'objectif de la présente évaluation du FSOF n'est pas de revenir sur l'analyse du dispositif et de l'architecture FSOF dans leur ensemble, elle aura vocation, entre autres, à mesurer l'application de ces recommandations et d'analyser les autres évolutions apportées au Fonds par la suite et des effets sur les parties prenantes.

4. Les enjeux de l'évaluation du FSOF

a. Un enjeu de redevabilité

Le cadre stratégique constitue une feuille de route commune, un outil clé de suivi et de transparence pour la gouvernance du FSOF et vis-à-vis de la société civile et des partenaires financiers actuels et potentiels du Fonds. Le suivi de sa mise en œuvre par et avec les organisations de la société civile est un engagement du MEAE et de l'AFD. La prestation s'inscrit dans le cadre de cette démarche de transparence.

b. Un enjeu de démonstration des effets et impacts du FSOF

Renouvelé pour une durée de 5 ans à compter de 2023, le FSOF arrivera au terme de sa deuxième phase à la fin de l'année 2027. Un bilan des effets transformateurs du FSOF et des résultats des projets permettra d'alimenter la prise de décision politique autour d'une potentielle poursuite du Fonds. Il est attendu de cette prestation qu'elle permette d'apporter la preuve des effets et qu'elle rende visibles(i) les effets sur l'ensemble des parties prenantes, (ii) les changements concrets, normatifs, sociaux, ou en droit, auxquels le FSOF a contribué. En outre, les évaluateurs devront porter une attention particulière aux acquis sociaux et en droit que les actions soutenues à travers le Fonds ont permis de maintenir malgré des menaces ou des remises en cause.

c. Un enjeu de suivi et de coordination

Cette prestation répond également au besoin de produire une vision complète et harmonisée des effets du FSOF, nourrie de données collectées sur le terrain. Le fonctionnement du FSOF à travers trois canaux de financement, avec de nombreux acteurs et actrices impliqués tant au niveau des financeurs que des opérateurs, nécessite une coordination approfondie. Cette prestation est attendue comme un élément de mise en cohérence du suivi des effets de chacun des trois canaux.

III. Objectifs et contenu de la prestation

1. Les objectifs

L'**objectif principal de cette prestation** est d'évaluer la mise en œuvre du FSOF et ses effets, au regard, notamment, des changements attendus dans le cadre stratégique.

Les objectifs spécifiques de cette prestation revêtent deux dimensions :

A titre rétrospectif, l'évaluation doit permettre de :

- Apprécier la pertinence, l'efficacité du FSOF, ainsi que la capacité à prendre en compte les recommandations formulées dans l'évaluation à mi-parcours.
- Apprécier l'atteinte des résultats, les effets et la durabilité des projets financés par le FSOF ainsi que les effets du Fonds sur les acteurs soutenus, les thématiques appuyées et les géographies ciblées ;
- Mesurer l'apprentissage et l'appropriation des enjeux et approches féministes par les acteurs institutionnels et les parties prenantes dans les différentes géographies d'intervention.

A titre prospectif, l'évaluation doit permettre de tirer des enseignements, identifier des pistes d'amélioration et nourrir les réflexions sur les conditions de la pérennisation du FSOF.

2. Périmètre

L'évaluation portera un regard sur le Fonds de soutien aux organisations féministes **depuis sa première année de mise en œuvre 2020 et jusqu'en 2025**.

L'évaluation portera sur les trois canaux de financement du FSOF.

Canal 1, au total 34 projets sur la période, dont 13 fonds intermédiés et 19 projets labellisés.

Canal 2, au total 51 projets sur la période.

Canal 3, au total sur la période : 92 projets Fonds Equipe France [(FEF), anciennement FSPI/PISCCA] portés par les ambassades ou des services centraux et 16 projets portés par le Centre de crise et de soutien (CDCS) du MEAE, labellisés FSOF.

3. Les questions évaluatives

Le prestataire s'efforcera de structurer son analyse de manière à répondre à des questions évaluatives prédéfinies, afin de dégager des conclusions, des enseignements ainsi que des pistes de recommandations, susceptibles de pallier les faiblesses et d'optimiser les interventions futures.

Trois grandes sections structurent le questionnaire évaluatif : la première porte sur les **rouages du Fonds**, sa robustesse, sa pertinence, sa cohérence, et l'efficacité de sa mise en œuvre ; la deuxième sur les **effets et résultats** des projets soutenus par le Fonds, la troisième sur leur **durabilité et pérennité**. Les trois axes sont étroitement liés et, par conséquent, les questions proposées sont indissociables. Le cas échéant, le prestataire pourrait faire des propositions d'ajustement dans l'organisation et la formulation de ces questions.

1. L'efficacité, la cohérence et la pertinence du FSOF

1.1 Pertinence et cohérence de la logique d'intervention qui sous-tend le FSOF

- La logique d'intervention définie par le cadre stratégique du FSOF permet-elle l'atteinte de l'objectif principal du FSOF ?

- Qualifier la valeur ajoutée et l'importance du FSOF vis-à-vis à d'autres instruments de financement bilatéraux dans le paysage des instruments de financement sur les enjeux féministes.
- Dans quelle mesure le FSOF est-il attractif pour les acteurs de l'écosystème féministe ?
- Le FSOF bénéficie-t-il aux organisations féministes cibles, y compris des plus petites structures locales, et en quoi répond-il à leurs besoins ?
- Dans quelle mesure les résultats de l'évaluation à mi-parcours ont-ils été pris en compte, notamment en termes de gouvernance ?

1.2 Le fonctionnement et l'efficacité du financement

- Dans quelle mesure le fonctionnement du FSOF, d'un point de vue financier et technique, est-il pertinent et efficace ?
- Dans quelle mesure, les modalités de mise en œuvre du FSOF ont-elles permis une utilisation efficiente des fonds disponibles ?
- Dans quelle mesure les trois canaux de financement, leur fonctionnement et leur articulation sont-ils complémentaires et efficaces ?

2. Les effets : transformations induites par le FSOF au niveau des parties-prenantes

2.1 Dans quelle mesure le FSOF a-t-il permis d'opérer les changements attendus dans le cadre stratégique et de redevabilité, au niveau des organisations soutenues par le FSOF ?

- Dans quelle mesure le FSOF a-t-il joué un rôle dans les changements internes et le développement organisationnel opérés par les organisations appuyées (modalités de financement et d'actions, changements organisationnels, mise en réseau, changements de capacités d'action, appropriation du FSOF et sentiment d'appartenance au mouvement féministe) ? En quoi la taille des organisations soutenues influence-t-elle ces changements ?
- Dans quelle mesure le FSOF a-t-il joué un rôle dans la capacité des OSC à porter leurs engagements auprès d'autorités politiques internationales, régionales, nationales, locales ?
- Dans quelle mesure le FSOF a-t-il joué un rôle dans la capacité des OSC à produire de la connaissance et la diffuser ?
- Les changements souhaités par les OSC féministes lors de l'élaboration du cadre stratégique du FSOF ont-ils évolué dans le temps ?

2.2 Dans quelle mesure le FSOF a-t-il permis d'opérer les changements attendus dans le cadre stratégique et de redevabilité, au niveau de l'AFD et du MEAE ?

- Dans quelle mesure les équipes de l'AFD et du MEAE (siège, réseau, agentes et agents opérationnels, management) se sont-elles appropriées le FSOF ?
- Dans quelle mesure le FSOF a-t-il eu un effet sur la connaissance et l'appropriation des enjeux et approches féministes, des acteurs et de leur rôle, par l'AFD et le MEAE (effets incitatifs et capacités à s'approprier les objectifs du fonds, à prendre des initiatives) ?

3. La durabilité des actions financées : transformations induites par le FSOF dans les différents écosystèmes

- Dans quelle mesure, les projets financés par le FSOF ont-t-ils permis d'impulser des transformations au niveau des écosystèmes féministes locaux/nationaux/régionaux en matière d'égalité de genre ?
- Dans quelle mesure, le FSOF a-t-il permis d'encourager la mise en place de programmes de politiques publiques en matière d'égalité de genre ?

- Dans quelle mesure, le FSOF a-t-il permis d'opérer des changements de normes sociales durables et pérennes dans les zones géographiques couvertes ? Quelle est la durabilité de ces effets et quelles sont les conditions de cette durabilité ?
- Le FSOF a-t-il permis pour les organisations soutenues d'obtenir des sources de financement plus diversifiées ? Dans certains cas, a-t-il permis à des OSC financées via l'un des canaux d'accéder ensuite aux financements d'un autre canal ?
- Le FSOF a-t-il permis aux organisations soutenues de s'engager dans un passage à l'échelle des innovations expérimentées dans les projets FSOF ?
- Le FSOF a-t-il produit des résultats qui n'étaient pas attendus initialement ?
- Dans un contexte socio-politique défavorable, le FSOF a-t-il permis de renforcer la résilience des organisations soutenues (quel aurait été le coût de l'inaction) ? Quelles seraient les illustrations de contextes nationaux où le FSOF a permis d'éviter des retours en arrière et de maintenir des acquis ou l'accès à des services en matière de droits des femmes et d'égalité de genre, dans des géographies où ceux-ci sont particulièrement menacés ?

III - Prestation attendue

1. Détail de la prestation attendue

a. Livrables attendus

Il est attendu du prestataire les livrables suivants :

o Une note de cadrage (livrable 1)

A l'issue de la phase de structuration de la démarche évaluative, le consultant produira une **note de cadrage de l'évaluation**. Cette note i) présentera la logique d'intervention du FSOF ; ii) précisera les principales questions qui serviront à délimiter le travail d'évaluation sur un nombre restreint de points clés afin de permettre une collecte d'information ciblée au cours de la phase de terrain, une analyse fine et un rapport utile ; iii) établira les étapes du raisonnement qui permettront au consultant de répondre aux questions (critères de jugement) ; iv) précisera les indicateurs à utiliser pour répondre aux questions et les sources d'informations correspondantes ; v) confirmera avec précision les étapes de la méthode (incluant le nombre de jours-homme affectés à chacune de ces étapes définies dans sa proposition), ainsi que les principes méthodologiques qui guideront l'évaluation et la façon dont ces principes seront mis en œuvre concrètement (par exemple : explicitation de l'approche participative).

Cette note comprendra un **historique du FSOF** afin d'en restituer le déroulement à ses différentes étapes ainsi qu'une cartographie des acteurs. Elle comprendra une présentation générale du contexte et de son évolution au cours de la période de mise en œuvre, une description du Fonds (objectifs, contenu, montant, produit financier, intervenants, mode opératoire) et un résumé du déroulement du Fonds depuis son démarrage. Cette synthèse insistera sur les faits et facteurs qui nourrissent l'analyse évaluative.

Il est vivement recommandé que le prestataire inclue dans sa note les outils d'analyse suivants :

- Organisation de missions pour rencontrer les OSC féministes bénéficiaires des projets du FSOF et justification du choix des pays ;
- Méthode d'analyse quantitative et qualitative des données de suivi des indicateurs du cadre stratégique du FSOF ;
- Entretiens avec les équipes du FSOF au MEAE et à l'AFD (équipes de coordination, équipes projet et appui des projets, et équipes de suivi dans les agences), les équipes des organisations féministes porteuses des projets et/ou ayant participé à la co-construction du cadre stratégique, les équipes des OSC féministes gestionnaires et bénéficiaires des projets du FSOF.

À noter, qu'il est attendu que le prestataire fournisse des propositions méthodologiques pour donner une dimension participative au processus d'évaluation.

Cette note de cadrage devra être validée par le comité de suivi de l'évaluation avant la poursuite des travaux.

- Un point d'étape sous format PPT (**Livable 2**), incluant a minima un panorama des projets et des typologies d'OSC ainsi qu'un protocole de mission et guides d'entretiens seront présentés et analysés avec le Comité de suivi de l'évaluation et le Groupe de référence
- Un rapport d'évaluation provisoire puis final (**Livable 3**) reprenant les réponses à l'ensemble des questions évaluatives. Il comprendra notamment une synthèse des leçons apprises et les recommandations coconstruites. Les rapports devront inclure des focus sur les pays dans lesquels des missions terrain des évaluateur.rices auront été effectuées, sous forme d'encadrés par exemple. Ce rapport devra être accompagné d'un support de présentation (PPT) qui sera présenté au Comité de suivi de l'évaluation et au Groupe de référence. Au moment de la remise du rapport provisoire, les consultants devront préciser la méthodologie proposée pour l'élaboration collective des recommandations issues des résultats de l'évaluation.
- Une version publiable d'une synthèse de l'évaluation satisfaisant aux règles éditoriales⁴ de la collection Ex-Post de l'AFD (il s'agit d'une version sous traitement de texte type MS Word). Le prestataire devra également prévoir la fourniture d'au moins 8 photos libres de droit sur support numérique (300 DPI min) permettant de choisir des images pour illustrer l'évaluation pour la 1ère page de couverture. (**Livable 4**).

Le rapport définitif restera la propriété de l'AFD et du MEAE qui en assureront eux-mêmes la diffusion. Une attestation de confidentialité sera signée par les consultants retenus pour la prestation. Le recours à l'intelligence artificielle sera également encadré.

À noter que l'AFD et le MEAE prévoient, de manière autonome, de décliner les résultats de cette évaluation en plusieurs matériaux de communication / diffusion.

b. Méthodologie

Les propositions des consultants devront préciser la méthodologie de collecte des données prévue, et les expertises mobilisées pour ce faire. Cette méthodologie sera ensuite discutée et affinée avec le comité de suivi de l'évaluation et le groupe de référence en phase de cadrage de l'évaluation. Ces propositions pourront identifier les données issues de l'analyse documentaire⁵, ou les données pouvant être collectées à distance et celles impliquant des missions pays. Le travail de terrain sera essentiel pour l'analyse des effets, de la pertinence et de la durabilité des projets financés par le biais du FSOF.

Entre 4 et 6 missions terrains pourraient être envisagées, ainsi qu'une mission en distanciel (pour la région Asie).

Les critères de choix pour identifier les pays faisant l'objet de missions terrain pourront inclure les critères suivants, qui seront enrichis voire discutés par les consultants :

- Une diversité de nature de pays (pays d'intervention, pays en crise, pays où le recul des droits – *backlash* – et la restriction de l'espace civique sont notables) ;
- Présence ou non d'une communauté FSOF dans le pays ;
- Les différents niveaux d'appropriation du FSOF par les institutionnels et OSC féministes ;

⁴ Devront être fournis : les fichiers source intégrant leurs tableaux et graphiques (sous format Excel, avec un onglet par graphique) et leurs illustrations (photos en haute définition, schémas sous PowerPoint, etc.). Les graphiques et tableaux doivent être référencés dans le corps du texte (ex. : « cf. graphique 1 »). Les tableaux ne comportant pas de calculs peuvent être faits sous Word directement dans le manuscrit.

⁵ La documentation projet sera mise à la disposition des prestataires sélectionnés dès la réunion de lancement.

- Degré de présence plus ou moins forte de projets financés par les différents canaux du FSOF (pays dans lequel des projets ont été mis en œuvre via les 3 canaux, pays dans lequel l'accès à l'un des canaux a permis de bénéficier d'un autre canal par la suite, pays dans lequel l'un des canaux a été absent) ;
- La diversité des parcours de financement des OSC soutenues ;
- La diversité de nature d'OSC soutenues (taille d'OSC, locale vs internationale...).

L'annexe 1 esquisse une première liste de pays où pourraient se dérouler les missions.

Il est attendu que les consultants proposent les formats les plus adaptés pour l'exploitation des résultats issus des missions de terrain.

c. Durée estimée, calendrier de la prestation et budget

La mission est estimée sur douze (12) mois entre décembre 2025 et décembre 2026. Elle sera organisée en cinq phases :

Phase 1 : Travaux préparatoires et révision de la note de cadrage (décembre 2025 – février 2026)

Une phase de travaux préparatoires sera nécessaire pour que le prestataire puisse appréhender au mieux le périmètre et les attentes de l'étude. Ces travaux pourront s'appuyer sur toute la documentation à laquelle le prestataire pourra avoir accès, et sur une réunion du comité de suivi de l'étude pour démarrer la prestation. Au terme de ces travaux, la note de cadrage sera remise par le prestataire et sera enrichie en tenant compte des contributions du groupe de référence.

Phase 2 : Point d'étape, présentation du protocole d'enquête et organisation des missions (mars-juin 2026)

Un point d'étape sous format PPT sera fourni à ce stade, incluant à minima un panorama des projets et des typologies d'OSC par secteur et géographie ainsi qu'un protocole de mission et guides d'entretiens en préparation de la phase 3. Une réunion sera organisée avec le groupe de référence pour mettre à débat et enrichir le point d'étape.

Phase 3 : Rédaction du rapport provisoire et élaboration des recommandations de façon participative (juillet - septembre 2026)

Le prestataire fournira la version provisoire du rapport final au comité de suivi de l'évaluation qui lui transmettra ses retours. Une réunion de présentation et d'échanges sera également organisée avec le groupe de référence. Un atelier de co-construction des recommandations (ou autre formats participatifs) sera organisé avec le groupe de référence pour affiner les pistes de recommandations soumises par les consultants.

Phase 4 : Rédaction du rapport final définitif, de la publication ex-post et finalisation des travaux (septembre-octobre 2026)

Le prestataire fournira la version provisoire du rapport final au comité de suivi de l'évaluation, qui lui transmettra ses retours.

Phase 5 : Restitution des résultats (novembre-décembre 2026)

Différents formats de réunions de restitution seront prévus pour les acteurs internes (MEAE, AFD) comme pour les acteurs externes (groupe de référence, OSC...). Un plan de diffusion des résultats sera élaboré. Le prestataire présentera et discutera notamment des résultats de l'évaluation avec les acteurs clés du FSOF lors d'une réunion qu'il organisera, avec l'appui du comité de suivi de l'évaluation. Cette réunion sera hybride et s'effectuera sur deux créneaux, de manière à correspondre aux différents fuseaux horaires. Un évènement de restitution des résultats sera également organisé par le MEAE selon des modalités à préciser.

Un calendrier estimatif est joint à la section suivante. Le prestataire devra soumettre un échéancier détaillé.

Le prestataire veillera à prévoir un temps d'échange avant chaque réunion du comité de pilotage du FSOF (janvier/mars/juillet), composé par les équipes évaluations et du FSOF issues de l'AFD et du MEAE. Des échanges auront également lieu avec les membres du groupe de référence externe de l'évaluation.

L'enveloppe budgétaire maximum pour cette évaluation est de 105 000€ TTC.

2. Sélection des candidatures

a. Documents à soumettre pour la candidature

Les prestataires devront déposer un dossier de candidature détaillé, répondant aux objectifs précisés ci-dessus. La méthodologie se concentrera spécifiquement sur l'atteinte de chaque objectif et les livrables de l'étude.

Le dossier de candidature doit comprendre :

Une proposition technique détaillant la méthodologie avec un calendrier précis et les expériences de missions similaires (20 pages maximum, hors CV, calendrier, échéancier, présentation de la structure et références qui seront inclus en annexe). L'échéancier détaillé doit préciser :

- Le nombre de personnes/jours nécessaires à la réalisation des différents livrables,
- Les dates prévues pour la production, la restitution, la révision et l'approbation du rapport provisoire,
- Les dates prévues pour la production, la restitution, la révision et l'approbation du rapport définitif.

Présentation de l'équipe de consultants et consultantes avec expérience et profil détaillés.

Proposition financière, dans des enveloppes séparées comprenant tous les frais (équipe d'enquête, transport, hébergement, etc.) et le détail des personnes/jours par livrable.

L'AFD et le MEAE souhaitent favoriser les équipes pluridisciplinaires. Pour la présente étude, elle privilégiera les équipes présentant les principales compétences suivantes :

Expertise confirmée en matière d'évaluation de projets sur le genre et d'impact transformationnel féministe ;

Expertise en matière d'évaluation des financements aux organisations de la société civile, et si possible des organisations féministes de la société civile ;

Des expertises locales et une bonne connaissance des écosystèmes féministes dans les pays où des missions seront réalisées ;

Connaissance des secteurs d'intervention et des spécificités des OSC féministes, en France et à l'international ;

Expérience en matière d'approche intégrée sur le genre dans le système français et/ou international ;

Expérience en management de projet et en gestion d'équipes pluri-disciplinaires ;

Compétences dans la conduite d'exercices participatifs, faisant appel à l'écoute active, la bienveillance et la valorisation de solutions constructives ;

Bonne connaissance des procédures bailleurs et, idéalement, des modes opératoires de l'AFD et du MEAE ;

Une bonne connaissance géographique des spécificités des OSC féministes en Afrique, en Amérique Latine et en Asie serait un plus.

IV - Gouvernance de l'évaluation et validation des livrables

1. La gouvernance de l'évaluation

- Un comité de suivi de l'évaluation sera en charge de la communication avec les consultants et de la validation des livrables-clés (choix d'une offre, note de cadrage et rapports provisoire et final). Il sera composé de représentants et représentantes de l'AFD (CLS, OSC, EVA, PAO) et du MEAE (DFEM, EVA, DCTCIV, ETI-FEF, CDCS). Chaque livrable fera l'objet d'une présentation PPT par les consultants.
- Un groupe de référence externe sera constitué en parallèle, afin de contribuer à la qualité du processus d'évaluation en procédant à une critique constructive des travaux. Son rôle est consultatif. Il se réunira environ trois fois durant la prestation (au moment du lancement de l'évaluation, après la transmission du point d'étape intermédiaire et pour un échange sur les recommandations). Il sera constitué de personnalités extérieures (Parlement, OSC, monde de la recherche, autres experts et expertes) et ainsi que des membres du comité de suivi. Il sera présidé par une personnalité qualifiée.

Des temps d'échange réguliers avec le comité de suivi restreint de l'évaluation sont à prévoir tout au long de la démarche (des propositions pourront être formulées sur ce points dans la proposition technique).

2. Critères de validation des livrables

Les membres du comité de suivi de l'évaluation apprécieront la qualité des livrables sur la base des critères suivants :

- Qualité du travail évaluatif ;
 - Valeur ajoutée par rapport aux recherches existantes (outils, approche, etc.) ;
 - Caractère opérationnel des livrables, notamment des recommandations.
 - Clarté et lisibilité des livrables ;
 - Conformité à la prestation de service demandée (portée, méthodologie, réponse aux objectifs, expériences antérieures) ;
 - Délais respectés ;
 - Connaissance du contexte régional et national de chaque OSC féministe ;
- Qualité des modalités d'animation mobilisées pour les temps d'échanges collectifs dans une logique participative.

A réception des livrables, le comité de suivi de l'évaluation disposera de quinze (15) jours ouvrés pour valider ou invalider les livrables. Si les membre du comité souhaitent modifier les livrables, ils transmettront leurs commentaires sur ces livrables au prestataire au plus tard quinze (15) jours ouvrés après leur réception. Le prestataire disposera de quinze (15) jours ouvrés pour prendre en compte ces remarques et proposer une nouvelle version des livrables. Ce processus peut être renouvelé jusqu'à ce que le comité soit satisfait des livrables (des propositions pourront être formulées sur ce points dans la proposition technique).

V - Moyens mis à disposition de la prestation

Les membres du comité de suivi de l'évaluation mettront à disposition des évaluateurs l'ensemble des documents disponibles et contacts nécessaires à la réalisation de leur prestation.

La consultance pourra contacter les interlocuteurs et interlocutrices de son choix (après discussion avec l'AFD et le MEAE) dans le cadre de la bonne conduite de ses travaux. Un accord de confidentialité pourra être conclu dans ce cadre selon les exigences des interlocuteurs et interlocutrices rencontrés.

Si la réponse au présent appel d'offre implique recours à l'intelligence artificielle, les prestataires devront le mentionner dans l'offre et citer les sources. Par ailleurs, il est attendu que la prestation intègre une proposition de cadrage du recours à l'IA.

VI - Planning prévisionnel de la prestation

Le calendrier prévisionnel de la prestation porte sur la période allant du 1^{er} décembre 2025 au 30 novembre 2026 selon le chronogramme indicatif suivant :

Calendrier prévisionnel de la prestation	
Décembre 2025	Signature du contrat, lancement de l'évaluation, travaux préparatoires
Février 2026	Remise note de cadrage
Mars-Avril 2026	Remise du point d'étape (bilan, premiers éléments d'analyse, protocole des missions)
Juillet 2026	Remise rapport provisoire
Septembre 2026	Co-construction des recommandations (format à définir)
Octobre 2026	Remise rapport définitif
Date à définir (T4 2026)	Restitutions

Annexe 1 - Missions pays

Cette liste esquisse des premières propositions relatives aux pays qui pourraient faire l'objet de mission de terrain pour la collecte des données. Les consultants pourront s'en inspirer pour aboutir à une liste affinée et qualifiée à inclure dans leur offre technique.

- Amérique latine : Colombie
- Afrique :

- Guinée ou Bénin. Ces deux pays comptent de nombreux projets du FSOF sur les trois canaux et, il existe une communauté FSOF pilote en Guinée⁶.
- Sénégal ou Tunisie, deux pays dans lesquels le *backlash* est particulièrement marqué.
- Maroc. Ce pays compte de nombreux projets du FSOF ; un événement sur les enjeux et approches féministes et de mise en réseau de l'ensemble des OSC et parties prenantes du FSOF a été organisé en 2023 ; le Maroc travaille à la mise en place d'une politique étrangère féministe, etc.
- Kenya. Ce pays compte de nombreux projets du FSOF sur les trois canaux ; le Kenya fait partie des pays pilotes pour la mise en place d'une communauté FSOF.
- Afrique du Sud.
- Moyen-Orient :
 - Liban ou Jordanie (de nombreux projets sur les canaux 1 et 2 au Liban)
- Indopacifique :
 - Madagascar. Dans le cas où le terrain soit effectivement accessible selon l'évolution du contexte politique, une mission se justifierait par le fait que Madagascar fait partie des pays pilotes pour la mise en place d'une communauté FSOF ainsi que par le nombre de projets que y sont financés.

Les pays où ne pourront pas être réalisées de missions terrain pourront faire l'objet de missions en distanciel, par exemple en zone Asie (Sri Lanka, Bangladesh ou Pakistan).

⁶ La communauté FSOF est composée de l'ensemble des partie-prenantes du FSOF, à savoir, AFD : équipe de coordination du FSOF, chef.fes de projets, Directions des opérations (SDD) et des Géographies (GEO), Directions régionales, Agences ; MEAE : équipe de coordination du FSOF, Ambassades, CDCS ; OSC féministes : consortiums, OSC récipiendaires. L'objectif de ces communautés est de créer des espaces de rencontre, de renforcer et diffuser les dynamiques et approches féministes, d'accroître le financement et le poids des OSC féministes, d'identifier de nouvelles opportunités de projets.